

FIERS DE NOTRE VILLE

LE JOURNAL DES SOCIALISTES DE NANTERRE

Le FN à Nanterre, ironie de l'Histoire ou l'histoire d'une Ironie ?

DIDIER DEBORD
MAIRE-ADJOINT



“

Après avoir construit toute sa politique sur le rejet de toutes les diversités - origines, sociales, de pensées - le FN a annoncé son installation prochaine à Nanterre, dans une ville qui incarne exactement ce que Le Pen déteste ! Une ville ouverte sur l'extérieur, une ville construite par l'apport successif de ses habitants, une ville où chacun peut trouver sa place, une ville faite de tolérance, de liberté et d'égalité.

Enfin rejeté par les électeurs – mais au prix de quelle droite au pouvoir ! - , au bord de l'asphyxie financière, le FN a fait le choix, malgré nous, de s'installer dans notre ville. Parce que nous sommes démocrates, il ne s'agit pas, pour nous, d'empêcher un parti légal de déplacer son siège.

Mais avec la population nanterrienne, dans toutes ses composantes sociales et républicaines, nous avons exprimé notre refus des idées frontistes et notre détermination à les combattre là où il est le plus dangereux qu'elles s'installent : dans les urnes. Avec les habitants, nous disons aussi notre tristesse de voir associer Nanterre au FN.

Attaché aux valeurs de progrès, d'humanisme et de tolérance, le Parti Socialiste combattra, comme il l'a toujours fait, l'idéologie portée par le FN, et tous ceux qui seraient tentés de s'en inspirer.

Vous pouvez compter sur notre vigilance et sur notre soutien.
Ensemble, à Nanterre comme ailleurs combattons les thèses du FN!

Didier DEBORD
Secrétaire de la section PS de Nanterre, Maire-adjoint

PROGRES

en bref

La région investit pour Nanterre

3.870.000€ pour rénover les espaces extérieurs des tours Aillaud dans les quartiers du parc, 500 000€ pour refaire le toit du lycée professionnel Claude Chappe et, en cours d'études, 45 000 000€ pour refaire entièrement le lycée Joliot-Curie ■

RER A : les usagers victimes de la mégalomanie de l'UMP des Hauts-de-Seine

Toujours plus de tours à La Défense, toujours plus de salariés concentrés au même endroit, la

volonté de domination du CG des Hauts-de-Seine et de ses présidents successifs se fait aux dépens des usagers du RER A.

Il ne suffit pas de construire des bâtiments, il faut d'abord prévoir les infrastructures de transports publics nécessaires et cela, ça coûte au lieu de rapporter. Les projets de renforcement

(Eole) sont en phase d'étude donc réalisables à 10 ou 15 ans : demandons le report des nouvelles constructions après cette date» ■



Parti socialiste

www.ps-nanterre.net

Pouvoir d'achat, parlons-en

Thérèse N'Gimbous et Sophie Donzel

A la veille de l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy alors candidat, s'était auto-proclamé « candidat du pouvoir d'achat ». Aux Français et à leurs portefeuilles, il avait promis des jours meilleurs s'il était élu. Elu Président. Après un an au pouvoir, qu'en est-il ?

Pour une minorité de privilégiés, c'est-à-dire les Français disposant de très hauts revenus, promesse a été tenue : le bouclier fiscal plafonne à 50% des revenus le montant de tous les impôts d'un contribuable. Or, selon le journal « Libération » du 26 septembre 2007, 2398 ménages seulement ont bénéficié en 2007 d'une restitution par les services fiscaux de 121 millions d'euros. Soit en moyenne un chèque de 50 000€ par foyer !

Mais pour la grande majorité des Français, c'est promesse non tenue. Ainsi, la défiscalisation des heures supplémentaires, symbole du « travailler plus pour gagner plus » se révèle un gouffre pour l'Etat et un leurre pour les salariés. En effet, d'après les calculs de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale, l'Etat dépenserait 4,1 milliards en année pleine pour cette mesure, tandis que de l'autre côté, le pouvoir d'achat supplémentaire des salariés ne serait que de 3,78 milliards d'euros.

Dans le même temps, l'inflation progresse : au cours de l'année 2007, les salaires n'ont progressé que de 2,6%, alors que les prix à la consommation ont augmenté de 2,5%. Le gain en pouvoir d'achat n'a donc été que de 0,1%, c'est-à-dire quasiment nul... alors que les dépenses les plus courantes des Français ont subi des hausses vertigineuses :

+ 5 % pour l'alimentation en un an (de mars 2007 à mars 2008), + 27 % pour les loyers en 5 ans...

La hausse mécanique du SMIC de 2,3% au 1er mai ne sera donc pas suffisante pour compenser celle de l'inflation. Et le Gouvernement ne s'encombre pas de savoir qui il laisse au bord du chemin. Le financement du RSA (Revenu de Solidarité Active) par une partie de la Prime Pour l'Emploi reviendra à prendre dans la poche des salariés modestes pour aider les travailleurs pauvres ! Un comble.

Face à ce régime d'austérité, le Parti Socialiste propose une autre politique économique et sociale, résolument solidaire et tournée vers les besoins des Français, par exemple :

- organiser une conférence sur les salaires,
- lancer un plan de rattrapage des traitements dans la fonction publique,
- revaloriser les petites retraites,
- majorer de 50 % la prime pour l'emploi,
- obliger les communes à respecter la loi pour disposer d'au moins 20 % de logements sociaux sur leur territoire,
- bloquer les loyers au niveau de l'inflation 2008,
- abroger les franchises médicales qui sont une taxation des maladies.

D'ores et déjà, les villes, départements et régions dirigés par les socialistes déclinent localement une partie de ces propositions (construction de logements sociaux, effort accru sur les tarifs des cantines, centres de santé, accompagnement à la recherche d'emploi, action sociale...) pour soutenir leurs habitants et combattre les inégalités.



UN PRINTEMPS SANS PAPIER

Jacques Celet
et Habiba Benaddi Bigdade
Membres du PS



Qui sème le vent récolte... "la révolte, le mouvement des sans papier en est l'illustration. La droite est confrontée à la nécessité de réaliser le grand écart entre les gages qu'elle veut donner à la partie de son électorat proche du FN et la demande des entreprises de disposer d'une main d'œuvre docile et bon marché.

Humanistes, les socialistes ont fait le choix de combattre la xénophobie d'état qui s'installe, dès le mois de mars, en réclamant la fin des arrestations en préfecture. La préfecture doit rester un lieu d'accès au droit et ne peut être transformé en piège pour les étrangers qui viennent expliquer leur situation. Avec le Réseau Education Sans Frontière (RESF) et les autres élus de gauche, les élus socialistes de Nanterre ont contribué à tenir tous les jours pendant un mois une banderole devant la préfecture.

Nous-mêmes avons été reçus lundi 5 mai 2008 avec Jean Ganeval (président de la fédération LDH 92) par le Préfet qui malgré des propos rassurants n'a pas exclu la possibilité de procéder à nouveau à des

arrestations. Lundi 2 juin nous avons interpellé Monsieur Hortefeux à Puteaux sur les différents mouvements de sans-papier dans les Hauts-de-Seine et sur les arrestations en préfecture. Sur ces dernières, il nous a déclaré avoir demandé leur arrêt. Dont acte.

La grève des travailleurs sans-papier se poursuit à Nanterre chez BMS. Nous soutenons aussi l'action des occupants, grévistes de la faim pour certains, de l'église Saint Paul. Les grèves de la faim sont dramatiques mais on ne peut que comprendre la détermination de ceux qui font un choix risqué pour obtenir le droit à la dignité.

Le véritable enjeu se trouve dans l'arbitraire qui maintient des êtres humains dans une situation de précarité voulue et d'insécurité (rafles et contrôles au faciès).

L'absence de réflexion sur les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres favorise l'émergence d'une idéologie du repli sur soi à l'intérieur des frontières et les mouvements de sans papier en sont une illustration.



Une Attaque sans précédent du service public de l'éducation !

■ aaaaaaa



Démocratie participative

Pour le Parti Socialiste de Nanterre, la participation continue des citoyens à la vie démocratique est un impératif. Elle permet de tisser le lien social entre tous les habitants et de porter des projets dans l'intérêt de tous. Elle porte l'initiative des citoyens et fait émerger une conscience collective. La démocratie participative prend tout son sens dans des projets locaux où la proximité facilite la participation du plus grand nombre.

A Nanterre, elle est une réalité avec les conseil de quartier donnant la parole aux habitants et à l'Agora au travers de nombreux débats. Nous travaillons à renforcer les espaces de consultation, de concertation et de décision dédiés à la participation citoyenne.

Bien sûr, la démocratie participative appelle un minimum de méthode. Les décisions prises dans ce cadre doivent reposer, comme toutes les décisions municipales, sur deux conditions : la légitimité en amont et la responsabilité en aval de ceux qui les prennent. Ces deux conditions nous permettent une transparence et une évaluation fiable de toutes nos actions, surtout lorsque sont en jeu des budgets participatifs.

■ Bruno Chanut

www.ps-nanterre.net

Rarement le service public de l'éducation aura été aussi maltraité par un gouvernement.

Le gouvernement n'a qu'un seul projet pour l'Education Nationale : la réduction des dépenses.

Pour le parti Socialiste l'éducation n'est pas une dépense mais un investissement !

L'Education Nationale doit s'adapter en permanence aux enjeux actuels et ne peut en aucun cas être sacrifiée. En cette période de rigueur, il est indispensable de faire de l'éducation un sanctuaire, comme François Mitterrand avait su le faire en 1983 dans une période difficile.

Le gouvernement a annoncé la suppression de 11 200 postes d'enseignants au niveau national, et réparti ces suppressions uniformément sur tout le territoire. A Nanterre, dès la rentrée 2008, cela représente 30 postes en moins dans le secondaire.

Le rôle de l'état est de prendre des décisions justes après avoir analysé école par école les besoins, pas d'appliquer des règles de 3 !

A Nanterre, le lycée Joliot-Curie, va ainsi perdre l'équivalent des moyens supplémentaires qui lui sont accordés en tant qu'établissement classé en zone d'éducation prioritaire (ZEP).

Ceci aura deux conséquences principales, d'une part de surcharger encore les classes et d'autre part de supprimer des options et de réduire les parcours scolaires.

Cette réforme va à l'encontre de l'objectif que s'est fixée l'équipe pédagogique : consacrer le temps nécessaire à chaque adolescent afin de trouver avec lui la meilleure orientation et de permettre la réussite de ses études.



Cet objectif ambitieux que soutient le parti socialiste de Nanterre, nécessite des moyens et doit s'inscrire dans la durée.

Autre exemple : au collège République, le Conseil Général a retiré le logement de fonction d'un des deux conseillers d'éducation et refuse d'en discuter avec les parents et les enseignants, pourtant fortement mobilisés.

Par ailleurs, la mise en place des « bacs pro 3 ans » entraîne la suppression du BEP / CAP : les élèves qui n'obtiennent pas le

bac professionnel n'auront donc plus aucun diplôme alors qu'ils disposaient jusqu'à aujourd'hui d'une qualification reconnue par les milieux professionnels.

Plus inquiétant encore, le gouvernement se livre à un jeu pervers : monter les familles contre les enseignants. Ainsi, quand le ministre Darcos décide sans aucune concertation la suppression des cours du samedi matin, remplacés par un hypothétique soutien, il divise la communauté éducative alors qu'il devrait la réunir.

Ainsi, à l'occasion de la mobilisation massive des enseignants le 15 mai dernier contre la réforme des programmes en élémentaire, la réponse du président de la république, le soir même, est stupéfiante. En effet, au lieu de se positionner sur les raisons profondes de la grève – l'avenir de l'école – il a simplement annoncé une loi sur le service minimum dans l'éducation nationale : l'ambition de la France en matière d'éducation se résumerait donc à la question de la garde des enfants les jours de grève !

La méthode SARKOZY, alternant menaces et provocations, n'est pas à la hauteur des enjeux éducatifs dans notre pays. Tirons la sonnette d'alarme avant que les dégâts ne soient irréversibles !

SOUS
ÉLUS
VOS



> **Patrice MARCHAL**,
président de groupe,
présidente du Conseil
de Quartier du Parc Nord
[Parc Nord]



> **Sophie DONZEL**
2^e maire-adjointe
(développement économique,
emploi, commerce et
artisanat) *[Vieux Pont]*



> **Didier DEBORD**
6^e maire-adjoint
(gestion de l'espace public)
[Centre]



> **Zacharia BEN AMAR**
8^e maire-adjoint
(enseignement primaire
et secondaire)
[Parc Sud]



> **Sylvie CABASSOT**
10^e maire-adjointe (vie
associative, accueil du public)
[Parc Sud]



> **Fatna CHOUAIKH**
13^e maire-adjointe (santé,
politiques de prévention)
[Plateau-Mont Valérien]



> **Laurent EL GHOZI**
Conseiller municipal délégué
(Ville-université)
[Petit Nanterre]



Bruno CHANUT >
Conseiller municipal délégué
(transport-déplacement)
[Vieux Pont]



Marie-Laure MEYER >
conseillère régionale, présidente
déléguée de la Maison de l'Emploi
et de la Formation
[Plateau-Mont Valérien]



Rachid TAYEB >
conseiller municipal
[Université]



Habiba BENADDI-BIGDADE >
conseillère municipale,
présidente du Conseil de Quartier
du Chemin de l'Ile
[Chemin de l'Ile]



Maïa ROHNER >
conseillère municipale
[Parc Nord]



Nadia ZBIDA >
conseillère municipale,
présidente du Conseil
de Quartier du Centre
[Parc Sud]



Thérèse NGIMBOUS-BATJOM >
conseillère municipale
[Chemin de l'Ile]



Michel HIEU >
conseiller municipal
[Chemin de l'Ile]

Parti Socialiste

14 bis rue du Docteur Foucault

92000 Nanterre

Téléphone : 01 47 24 26 82

Courriel : contact@ps-nanterre.net

Site internet : www.ps-nanterre.net

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :

Contact mail :

Je souhaite rencontrer ou soutenir le Parti Socialiste à Nanterre

Si vous souhaitez aider le Parti Socialiste, vous pouvez faire un don
(66% déductible des impôts). Je joins un chèque d'un montant de €
à l'ordre de : xxxxxxxxxxxxxxxx